



Ni à Lardy, ni ailleurs : Non à la casse sociale !

Les 4 organisations syndicales du site de Lardy se sont réunies le 4 juin pour échanger sur la situation ouverte par le plan d'économies de 2 milliards d'euros chez Renault.

Nous condamnons unanimement ce projet de réduction des coûts préparé par la Direction Générale qui envisage la fermeture ou la cession de plusieurs sites de production et la réorientation ou la réduction d'activités sur des usines mais aussi dans l'ingénierie. Ce plan aura un lourd impact sur le tissu économique local, sachant que la suppression d'un emploi industriel s'accompagne de la disparition de 3 à 4 emplois locaux.

L'annonce de ces mesures purement financières est d'autant plus incompréhensible qu'elles ne sont sous-tendues par aucune visibilité claire sur le plan de gamme futur et sur la stratégie industrielle du groupe. Dans ce contexte, l'inquiétude des salariés de Lardy pour l'avenir des activités de leur site est légitime.

Le plan de départs s'ajouterait à la baisse quasiment continue depuis 15 ans des effectifs Renault en activité sur notre site. La réduction drastique du nombre de salariés prestataires désorganiserait encore plus le travail sur le site et se traduirait par la perte des savoir-faire qui ne sont désormais plus maîtrisés en interne, et par des suppressions de postes dans les entreprises concernées.

Nous ne voyons rien de concret pour remplacer le déclin programmé des développements de nos moteurs thermiques alors que le site de Lardy devrait être au cœur de la stratégie de validation des nouvelles technologies GMP destinées à répondre aux exigences environnementales imposées par la réglementation et légitimement attendues par la population.

Malgré les nombreuses « fuites orchestrées » concernant ce plan dans la presse, malgré les nombreuses alertes que nous avons faites sur l'activité du site, malgré nos demandes réitérées en CSE quant à la déclinaison de ce plan à Lardy, la direction ne nous a pas donné de chiffres précis sur les suppressions de postes à Lardy.

Pour nous, cette situation est inacceptable : la direction de l'Etablissement doit nous donner au plus tôt des garanties concrètes sur les activités futures du site, ainsi que sur les effectifs et l'organisation en regard.

Les organisations syndicales du site sont à votre écoute pour recueillir vos réactions et vous informeront en temps réel des actions qu'elles comptent entreprendre pour s'opposer à ce plan de casse sociale. L'avenir de nos emplois dépendra de notre capacité à nous mobiliser collectivement.